



l'étincelle



Bulletin des hôpitaux de Strasbourg

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

Lundi 15 mars 2021

Birmanie : solidarité avec les travailleurs en lutte contre les militaires putschistes !

Dimanche dernier l'armée a de nouveau tiré sur la foule des manifestants, faisant au moins 18 morts et des dizaines de blessés, et décrété la loi martiale dans les quartiers populaires de la capitale économique, Rangoun. Depuis leur putsch du 1^{er} février dernier, les militaires ont déjà fait plus de 124 morts. Des centaines de milliers de personnes continuent pourtant avec courage à se rassembler dans des grèves et manifestations dans tout le pays, derrière des slogans tels que : « Libérez nos dirigeants » ou « Respectez nos votes ».

Le rejet du coup d'État

Depuis plus de soixante ans, en Birmanie (ou plutôt le Myanmar, son nom officiel depuis quelques décennies), l'armée exerce la réalité du pouvoir. Mais elle avait dû lâcher du lest devant les classes populaires qui n'en peuvent plus, en libérant en 2010 l'opposante Aung San Suu Kyi, qui a accédé au gouvernement en 2016. L'armée n'en conservait pas moins ses positions clés à la tête du pays et l'ancienne prix Nobel de la paix ne s'y est jamais franchement opposé. Elle a même couvert des massacres commis par l'armée birmane sur les Rohingyas, une minorité de religion musulmane du pays. Mais pour la population laborieuse, ce début d'évolution du régime était un espoir. C'est au succès de Aung San Suu Kyi aux élections législatives de novembre dernier que les chefs de l'armée ont voulu mettre un terme par leur putsch. Pour conserver leur mainmise totale non seulement sur le pouvoir politique mais aussi sur l'économie du pays. Le chef de la junte dirige deux des plus grands conglomerats économiques de Birmanie, dont les activités s'étendent à presque tous les secteurs : zones portuaires, mines de jade et de rubis, immobilier et construction.

Des entreprises françaises complices du pouvoir militaire

C'est avec ces groupes géants, contrôlés par les militaires, que les multinationales présentes en Birmanie font affaire. Le matériel du français Idemia, « leader de l'identité augmentée », a aidé à arrêter 1 700 opposants au coup d'État. Les mensonges de la chaîne d'État « Myanmar Radio and Television » continuent à être diffusés par une des filiales de Canal+ ! Accor, Lafarge ou Bouygues ont également d'importants intérêts dans le pays.

La part du lion revient au groupe Total, qui partage une bonne part des ressources pétrolières du pays avec le groupe américain Chevron et quelques autres. En 1995, Total était déjà mis en cause pour avoir fait construire son gazoduc à travers la jungle birmane en ayant recours au travail forcé, sous la surveillance de l'armée. Sans parler des pots-de-vin pour obtenir ses contrats.

À travers tout le pays, une grève générale

Ce sont précisément ces travailleurs, surexploités par les militaires comme par les multinationales occidentales, qui sont en première ligne dans la résistance au coup d'État. Dans le cadre d'un vaste mouvement dit de « désobéissance civile », de nombreux salariés ont complètement cessé le travail. Les écoles, les administrations, les hôpitaux et les banques sont fermés.

Les 600 000 femmes salariées des usines textiles s'organisent et participent à la lutte. Les employés des compagnies d'électricité et des chemins de fer sont aussi en grève. Leurs syndicats ont appelé avec succès le reste de la population à ravitailler les grévistes et à suspendre la perception des loyers du côté des propriétaires, pour ceux qui participent à la grève. Le 10 mars, les forces de sécurité ont lancé un raid contre les 800 cheminots grévistes de la gare de Rangoun, encerclé les immeubles où ils résident avec leurs familles et défoncé les portes des appartements.

La classe ouvrière, jeune, révoltée par l'exploitation et le manque de libertés, n'est pas la seule dans la rue. Mais ses aspirations à la liberté et aux droits démocratiques, à pouvoir s'organiser pour défendre ses propres exigences sociales et politiques comme celles de bien d'autres, fait d'elle une lourde menace pour la junte militaire. À ces travailleuses et travailleurs birmans va toute notre solidarité.

Ce bulletin est le tien, fais-le circuler. Tu peux nous aider en l'informant. Prends contact avec nos militants.

Mail : etincelle.hopitaux67@gmx.com. Site : www.convergencesrevolutionnaires.org



NPA l'Étincelle – Hôpitaux



NPA_Strasbourg



Blouses blanches en servantes écarlates

Après une première journée de grève réussie, les sages-femmes ne se sont pas arrêtées en si bon chemin. Elles se sont à nouveau mobilisées lundi dernier, le 8 mars, journée internationale de lutte pour les droits des femmes. À Strasbourg, un cortège d'une cinquantaine de sages-femmes en grève s'est constitué. Elles s'étaient déguisées en « servantes écarlates », à l'image des personnages du roman *La Servante écarlate*, dans lequel les femmes sont réduites en esclavage.

Les grévistes revendiquent des augmentations de salaire, dénoncent l'aggravation de leurs conditions de travail et les conséquences du manque de moyens sur la santé des femmes. L'accès au suivi gynécologique, à la contraception et à l'IVG est de fait entravé par la fermeture des structures et le manque de personnel. Pour que le gouvernement mette enfin la main au portefeuille, il va falloir l'y contraindre : les sages-femmes l'ont bien compris !

Le coup de la panne

La semaine dernière, tous les agents des HUS ont expérimenté un retour au cardex le temps d'une maintenance de DxCare. Elle était censée durer peu de temps et avoir lieu pendant la nuit pour impacter le moins possible les soins. Elle s'est finalement prolongée la journée du lendemain en laissant toutes les équipes soignantes et médicales dans une débrouillardise faite de bric et de broc. Une perte de temps et une source de stress dont on se serait bien passé et qui nous rappelle à quel point la bidouille et le bricolage sont permanents à l'hôpital, où on se retrouve à faire toujours plus avec moins.

Le Ségur oublié vite

Les 183 euros, promis en juillet par le Ségur, ne sont finalement pas pour tous. Parmi les exclus : les travailleurs du médico-social. Comme si leurs conditions de travail, déjà difficiles, n'avaient pas été impactées par la pandémie... La prime pour les soignants devrait être attribuée sans distinction. Les travailleurs de Mulhouse l'ont bien compris et se sont mobilisés jeudi 11 mars pour la réclamer derrière leur banderole « les oubliés du Ségur ».

Le bout du tunnel ?

Un an après le premier confinement, on fait le bilan. Avec les masques soi-disant inefficaces mais devenus obligatoires, la pénurie de tests et aujourd'hui le manque criant de vaccins, Macron estime avoir fait sa part du job. Ben voyons ! Son mantra « quoi qu'il en coûte » n'a pas irrigué le budget de la Santé... mais plutôt les aides aux grosses entreprises !

12 milliards de coupes budgétaires dans les hôpitaux depuis 2010 contre 175 milliards d'euros gagnés par une poignée de milliardaires français entre mars et décembre 2020 : cherchez l'erreur ! La crise n'a jamais menacé la loi du profit, au contraire. Les riches sont bien les seuls à voir le bout du tunnel.

Un combat pour tous les précaires

Après le théâtre de l'Odéon à Paris, le mouvement d'occupation de lieux culturels par les intermittents du spectacle s'est étendu à une trentaine de villes dont Strasbourg où le TNS est actuellement occupé par les étudiants.

Au-delà de la réouverture des salles, ces travailleurs revendiquent surtout la prolongation des droits d'indemnisation pour tous les précaires, et le retrait de la réforme de l'assurance-chômage qui va couper les aides à tous les intermittents – du spectacle ou de l'emploi – qui n'ont, pour certains, pas pu travailler depuis le début de la pandémie.

Haro sur les chômeurs !

En pleine crise due au Covid et face à l'explosion du chômage, le gouvernement répond par... la baisse des allocations ! Le nouveau mode de calcul, qui prend en compte les périodes d'inactivité, diminuera les allocations jusqu'à les diviser par deux dans certains cas. Les demandeurs d'emploi alternant contrats courts et inactivité seront les plus pénalisés. Macron et ses sbires ciblent à nouveau les plus précaires. Mais les vrais « profiteurs du système » et autres « assistés » sont les entreprises arrosées à coup de milliards et qui néanmoins licencient !

Le fric... loin de la boue ?

Le gouvernement et la presse n'ont pas tari d'éloges après la mort d'Olivier Dassault, ce « capitaine d'industrie » tué dans un crash à Deauville. L'héritier s'est pourtant contenté d'encaisser des dividendes toute sa vie. Un beau profil : il est mort de n'avoir pas voulu salir ses chaussures. Il a en effet ordonné au pilote de poser son hélicoptère hors de la zone d'atterrissage pour éviter la boue !

Ce n'est plus la crise pour tout le monde

« La Bourse de Paris efface la crise » titrait *Les Échos* vendredi dernier. Le CAC 40, indice synthétisant les cours des 40 plus grandes firmes françaises, est quasiment à son niveau d'avant la pandémie, qui était le plus haut de son histoire. On est ravi de l'apprendre. On sait où chercher le fric nécessaire pour sauver toutes celles et ceux qui continuent d'en baver.